

Ressources éducatives



Revue Foéven

Éducation à la santé

« yes, we care ! »

Mouvement d'action et de recherche pédagogiques



ISSN 1155-2092 - N° 179 - Décembre 2019 - Bimestriel - 8€

Édito

Avec cet exemplaire dont l'intitulé est à la fois attractif et audacieux (Éducation à la santé « Yes, we care¹ ! »), c'est le second numéro de nos Ressources éducatives consacré à la santé en cette année 2019.



L'abondance liée à la richesse des contributions – treize autrices et auteurs ont en effet apporté leur concours à cette nouvelle publication – montre à quel point le comité de rédaction avait été bien inspiré de s'orienter vers des réflexions qui croisent tout à la fois les problématiques éducatives et celles de la santé.

C'est l'occasion pour l'auteur de cet éditorial de renouer le fil avec le propos du numéro 177. Était évoquée alors la contribution progressive mais fort lente de l'État, au XIX^{ème} siècle, dans sa prise en compte de politiques volontaristes dans les domaines de la santé et de l'instruction.

J'écrivais cela à propos du travail des enfants, que la loi du 22 mars 1841 assujettissait à produire un livret pour qu'ils puissent intégrer (après l'âge de huit ans) les ateliers et manufactures de plus de vingt ouvriers. Ce livret, et cela rejoint notre propos, devait porter deux informations essentielles, outre celles relatives à l'identité et à la date de naissance : ces mentions concernaient le niveau d'instruction, d'une part, et la vaccination (antivaricelleuse) d'autre part. Ainsi, les enfants appelés à travailler dans les manufactures étaient-ils invités à se présenter à leur mairie, accompagnés ou non d'un de leurs parents, pour obtenir le précieux livret. L'accompagnant, cela n'est pas neutre, était souvent la mère. Toujours réputées devoir être cantonnées au travail domestique mais principalement investies de la mission éducatrice au sein du foyer familial, ces femmes qui, comme le souligne une recherche², ont toujours travaillé, se trouvaient à cette occasion impliquées

dans la démarche conduisant les jeunes enfants depuis le foyer jusqu'aux portes de l'usine. Elles intervenaient de la sorte dans une procédure d'embauche auprès du monde naissant de la grande entreprise comme les garantes de l'instruction et de la vaccination reçues. Un lien s'établissait ainsi entre le monde du travail industriel, l'éducation familiale, l'instruction, la santé, dans le souci apparent de protection de l'enfance, mais pour mieux cautionner sa mise au service de l'industrie naissante. C'est que tout cela s'effectuait, pour ce qui a trait à la santé, avec l'onction des autorités médicales ou des notables !

Individu, éducation, santé, nous retrouvons aujourd'hui le rapprochement de ces termes au cœur même des articles de cette nouvelle livraison de notre revue. Le lien entre le sujet, l'éducation et la préoccupation sanitaire est établi à diverses reprises, non pas cette fois dans la perspective de créer les conditions autorisant l'accès à un environnement professionnel mais parce que, nous dit Aziz Jellab : « C'est [...] le bien-être, sur fond de bienveillance éducative et pédagogique, qui doit être visé, l'épanouissement de l'élève contribuant aussi à prévenir les conduites à risque, (comportements addictifs, harcèlement...). »

Fondamentalement, et le lecteur le découvrira au fil de ce numéro, les articles développent le thème de la capacité des enfants à prendre de manière autonome leur responsabilité en matière de soin et de santé, grâce à l'éducation et à l'école. Il s'agit « [d']engendrer une citoyenneté capacitaire chez l'individu, par l'éducation et le soin », nous dit Cynthia Fleury.

En établissant un lien étroit entre des sujets responsables, l'éducation et la santé,

nous voyons combien l'approche interdisciplinaire au travers de ce prisme est riche de sens et à quel point, par-delà le seul objet de la santé, du « *souci de soi* » aurait dit Michel Foucault, les questions qui se posent à nous sont celles de la maîtrise de soi par l'éducation.

Ainsi, du *soin* au *soi*, davantage qu'une consonne, se découvre tout l'espace d'une quête, voire d'une reconquête de droits pour des citoyens soucieux d'assumer des libertés civiques forgées à partir de la confrontation à l'espace éducatif, celui de la rigueur, de l'importance éducative du « non » (selon l'expression de Cynthia Fleury), du raisonnement, de l'analyse, de la connaissance et de la prise de conscience.

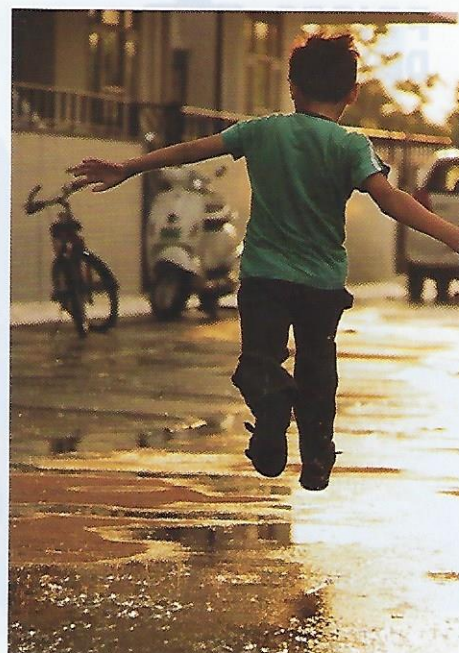
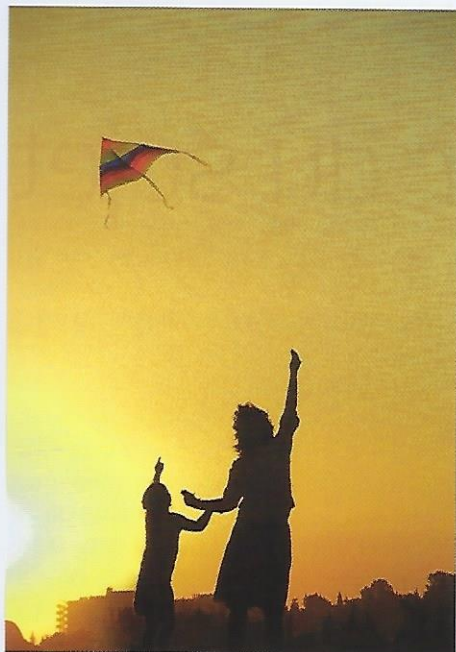
Au travers de la lecture de cette revue, vous trouverez ainsi interpellés les champs de la manière dont peuvent se construire nos libertés individuelles, nos obligations collectives, comment peuvent se définir, dans ces domaines, les missions de l'État, les attentes sociales, les pratiques, les comportements, règles et croyances, disciplines ou déviances.

Je tenais au terme de cet avant-propos éditorial à dire un grand merci à Anne Muller, membre de notre conseil scientifique et pédagogique, qui a été à l'initiative de ce numéro (comme du précédent) et a largement participé à sa réalisation. Je remercie également toutes celles et tous ceux qui l'ont nourri de leurs articles et réflexions. Nous ne doutons pas que ces pages sauront passionner les personnes soucieuses de contribuer à une École du bien-être et de la bienveillance, ainsi qu'à la promotion de l'autonomie citoyenne. ■

Rémy SUEUR
Président

1. Que nous pourrions traduire en français par « Oui, nous prenons soin ! ».

2. Sylvie SCHWEITZER, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles*, Paris, Odile Jacob, 2002.



Sommaire

• Édito Rémy SUEUR	1
• Prises de vues : le cœur du sujet Léonor GRASER	4
• Grand Témoin : Cynthia Fleury Entretien par Clémence CHEVALIER	6
• Éducation à la santé, pour la santé, en santé Jean-Marie REVILLLOT	10
• Éduquer à la santé : un enjeu tant pédagogique que démocratique Aziz JELLAB	16
• De l'implication et du care dans l'éducation Jean-Manuel MORVILLERS	22
• Le chapeau de Darwin, le care et nous Virginie VALENTIN	26
• Prévention des conduites addictives en milieu scolaire Camille LEFEBVRE-DUREL, Chloé POUPAUD, Florence VORSPAN	30
• L'éducation à la santé et l'éducation à la maladie questionnées par la démarche de projet Jean-Pierre BOUTINET	34
• L'entretien motivationnel. Pour une implication du patient dans le processus de soin Chloé POUPAUD Camille LEFEBVRE-DUREL, Florence VORSPAN	42
• Remobiliser en favorisant l'estime de soi Laure JOURDANEAU	48
• Errance et lien social : des limites de l'éducation à la santé Nicolas ROBERT	52
• Santé infantile : quelle place pour les infirmières puéricultrices ? Charles EURY	58
• Infirmier en pratique avancée : l'émergence d'une profession Anne MULLER	64

GRAND TÉMOIN

Cynthia Fleury

Entretien avec Cynthia FLEURY

Philosophe, psychanalyste ; professeur titulaire de la chaire Humanités et santé au Conservatoire national des arts et métiers et au GHU-Paris Psychiatrie et neurosciences ; professeur associé à l'École nationale supérieure des mines de Paris (PSL/Mines-Paristech).



© C. HÉLIE/Gallimard

Pouvez-vous nous dire comment, dans votre vie professionnelle, s'est posée la question du soin ?

Elle est arrivée de différentes manières. *Via* le champ de recherche qui était le mien : celui de la régulation démocratique s'intéressant aux formes collectives du dysfonctionnement, qu'il soit institutionnel ou lié aux citoyens-individus, dans la démocratie. J'ai travaillé tôt sur la question des pathologies démocratiques, de l'entropie démocratique. *Via* le champ clinique qui était le mien, en psychanalyse. Et puis de façon plus personnelle, au travers d'un événement vécu lorsque j'avais 19 ans, qui est aussi à l'origine de la création de la chaire de philosophie à l'hôpital, à savoir d'avoir accompagné un membre cher de ma famille dans une épopée, de la mort au rétablissement.

Il est également intéressant de voir comment santé individuelle et santé démocratique se lient et ne sont pas qu'une affaire de métaphorisation. Dans la cure, la névrose familiale, conjugale, est souvent submergée par celle plus professionnelle et globale. La notion d'effondrement du système s'invite constamment dans la verbalisation des patients. Les phobies, les troubles compulsifs, les addictions se multiplient, l'aliénation sociale est au cœur de l'aliénation psychique.

Je travaille la question du soin à partir de ce parcours-là, du questionnement démocratique, de la juste régulation démocratique. Comment produit-on à plusieurs des dispositifs de rationalité publique ? Et là, les actes centraux, primordiaux, que sont le soin et l'éducation me paraissent les soubassements de

En 2016, Cynthia Fleury a créé la première chaire de philosophie à l'Hôtel-Dieu, rattachée désormais à l'Hôpital Sainte-Anne, à Paris, qu'elle dirige depuis. Elle a publié de nombreux ouvrages dont Pretium doloris : L'accident comme souci de soi (2002), La fin du courage : la reconquête d'une vertu démocratique (2010), Les irremplaçables (2015), Le soin est un humanisme (2019). Au regard de son parcours et de ses objets d'étude, le comité de rédaction souhaitait l'interroger sur la question du soin comme enjeu sociétal.

l'acte de gouverner. Certes, la découverte n'est pas nouvelle, mais la considération politique de ce « soin capacitaire », tout en étant louée, se retrouve dans les formes souvent abandonnées. Or, l'éducation et la santé sont le socle du bon gouvernement et de la régulation démocratique. Ce double matrice est le fondement de l'acte de gouverner et d'être gouverné, indissociables. Je m'attache par ailleurs dans le sillage d'un Winnicott² et de tant d'autres, à valoriser ce que j'appelle le « continuum des soins », à savoir que l'attention portée à la connaissance est au soin reçu tout au long de la vie, à parler du soin porté à la nature. Ce continuum des soins ou des attentions crée le souci, au sens philosophique du terme, de l'État de droit.

Au cœur de ce que vous décrivez, intervient dans votre pensée, à travers

1. <https://chaire-philofr.fr/>.

2. Donald Woods WINNICOTT (1896-1971), pédiatre et psychanalyste britannique (N.D.L.R.).

vos écrits, la question de la responsabilité. Comment articulez-vous le soin et la notion de responsabilité ?

La question de la responsabilité, c'est d'abord la responsabilité de se constituer à un moment comme sujet, de revendiquer un « je », de sortir d'une anonymisation qui permet la déresponsabilisation : le « on ».

Le « on » existe et nous n'allons pas tous les jours être dans une implication maximale mais, de fait, le « on » est aussi une antichambre possible de l'aliénation sociale, d'un geste civique moindre, d'une chosification. La responsabilité, c'est d'abord « faire sujet ». Il n'y a pas d'action possible s'il n'y a pas de « faire sujet ». Après, « faire sujet », cela ne veut pas dire être dans un délire narcissique, être dans « moi, je ». Au contraire, « faire sujet » va permettre à l'individu de s'oublier, d'agir, de produire un faire, un « pouvoir faire », autrement dit une « augmentation » de soi. Nous avons tendance à oublier aujourd'hui que « faire sujet » fonctionne dans une sorte de décentrement. « Faire sujet », c'est trouver une manière de transformer et d'agir dans le monde et donc, nécessairement, de sortir de soi. C'est cela, la responsabilité au sens large du terme.

On peut dire « je », on peut se positionner dans un cercle et dire « j'en suis ». Ce qui est important pour la constitution des communautés, ce qui est important pour la régulation, pour la confiance. Parce qu'il n'y a pas de communauté, il n'y a pas de confiance sans que des sujets, à un moment donné, soient d'accord pour « répondre de », pour « rendre des comptes ».

Actuellement, il y a plutôt un phénomène de désengagement, de déresponsabilisation d'une grande partie des individus dans notre société. Bien que nous nous plaignions les uns et les autres du manque de solidarité, nous sommes parfois les premiers à ne pas vouloir être responsables. La responsabilité, c'est donc cette manière de faire lien avec le monde, les autres. « Faire sujet », c'est l'antichambre, dans l'État de droit, du « faire Cité ».

L'enjeu de mes travaux est de rappeler que l'individualisme méthodologique

qui constitue la base de l'État de droit est très important. Aujourd'hui, lorsque nous parlons d'individualisme, nous le dénonçons généralement. Or, ce que l'on critique, ce sont les perversions de cet individualisme méthodologique et non ce dernier en tant que tel. En réalité, ce que l'on a appelé en philosophie politique l'individualisme méthodologique s'appelle l'émancipation, la conscience libre et éclairée et l'implication d'un sujet responsable. C'est pour cela que j'ai préféré dans mes travaux remplacer ce terme d'individualisme méthodologique par celui d'individuation. L'individuation se forme à travers le soin et l'éducation.

Ce que vous dites renvoie également à un autre concept, au cœur de votre pensée – c'est d'ailleurs le titre de l'un de vos ouvrages³ – : l'irremplaçabilité ?

Oui, tout à fait. Bien évidemment, il y avait un jeu de mots, parce que nous sommes dans une société qui dit son mal-être d'être remplaçable, interchangeable, peu respecté. Tous les jours, on nous explique « tu le vaux bien », mais nous voyons à quel point c'est un slogan pour, au contraire, nier la singularité des uns et des autres. À l'origine des *Irremplaçables*, il y a la volonté de dire que nous ne sommes ni à vendre, ni à chosifier.

Dès lors que nous rentrons dans un système où l'on se sent remplaçable, où l'on se laisse chosifier, nous sommes en danger. L'individu lui-même, dans un premier temps, et très rapidement la société.

La traduction politique du sentiment de remplaçabilité, c'est le modèle populiste extrémiste de repli ; et cela ne fait pas les beaux jours de l'État de droit et de la démocratie. Aujourd'hui, nous connaissons un délire fantasmatique autoritaire avec de nouveaux types d'hommes autoritaires : mi-bouffons, mi-obscènes.

Être un sujet ne va pas de soi.

Si certains en rient, je pense que nous devrions nous alerter devant ces bouffons-dictateurs, ces « Ubu roi », et que la situation n'a rien de drôle. Foucault parlait de « souveraineté grotesque ». Elle permet

la libération de pulsions mortifères graves. Ce n'est pas le bouffon-dictateur qui le permet, mais le peuple qui a précisément choisi son alibi pour déverser son ressentiment et sa violence mortifère.

Pourquoi choisir de libérer nos pulsions mortifères à travers un alibi, plutôt que de s'orienter vers l'individuation et l'État de droit ?

Parce qu'à un moment, nous perdons courage – j'ai d'ailleurs écrit un livre sur ce thème⁴. Nous avons un rapport de trop grande évidence avec ce qu'est un « sujet ». Nous nous illusionnons, nous pensons que nous sommes nés sujets. Être un sujet ne va pas de soi. De plus, nous sommes très souvent dans l'imaginaire. L'éducation est de plus en plus nourrie de fantasmagorie et non du principe de réalité. Malheureusement, le monde des écrans exacerbe cette donnée, ce qui n'est nullement irréversible.

Si l'on utilise les écrans pour interagir avec d'autres personnes et conduire un mouvement politique, ceux-ci peuvent renforcer le principe de réalité, mais très souvent, l'outil n'est pas rendu à son simple statut d'outil. Jouer est une chose essentielle, à partir du moment où elle ne produit pas de conduites trop addictives. L'utilisation de l'imaginaire dans les jeux est importante, elle est parfois même « capacitante » – je me souviens d'un patient adolescent m'expliquant qu'il était le « maître du temps » dans *World of Warcraft*⁵. Il récupérait par là de la puissance. Pour autant, y rester ne permet pas de se confronter au principe de réalité et de responsabilité ; donc il faut veiller à recréer du circuit entre l'imaginaire, la symbolisation et le réel.

Cela vaut pour tout le monde, petits, adolescents et adultes. Ce monde est dur, saturé en termes de concurrence et de compétition ; fuir dans la réalité virtuelle

relève de la « camisole de jouissance », autrement dit, on cherche un cocon, un univers de réassurance pour s'apaiser, se recharger, mais il faut veiller à ne pas se satisfaire de cela.

3. Cynthia FLEURY, *Les irremplaçables*, Paris, Gallimard, 2015.

4. Cynthia FLEURY, *La fin du courage : la reconquête d'une vertu démocratique*, Paris, Fayard, 2011.

5. Jeu de rôle en ligne permettant à un très grand nombre de joueurs de se retrouver dans un monde virtuel, massivement populaire depuis sa parution en 2004 (N.D.L.R.).

Je reviens à cette idée d'individuation à construire. Elle n'est pas aisée, loin de là. Et notre érosion n'aide pas. Le néolibéralisme a produit beaucoup de pressions réificatrices, et ceci de façon sournoise, lente, par usure.

À la chaire Humanités et Santé du Conservatoire des arts et métiers et à celle du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences, nous essayons de partir de ce découragement et de le retourner, d'en faire un lieu de résilience possible. Inutile de nier la vulnérabilité, elle est co-substantive de l'être humain.

En revanche, l'enjeu n'est pas d'avoir une vision doloriste de celle-ci, de croire qu'il faille en passer par là pour être véritablement humain. Mais la nier est tout aussi délétère car elle existe, c'est un fait ; d'autant plus aujourd'hui, à cause de ces pressions réificatrices justement. Il s'agit donc d'identifier la vulnérabilité et de faire en sorte qu'elle soit capacitaire, de chercher les moyens de la sublimer afin d'entrer dans un territoire plus qualitatif. La vulnérabilité peut nous obliger à produire un geste plus qualitatif.

Parfois, cet état de vulnérabilité peut-être un sursaut. Nous sommes fragiles, mais cette fragilité nous protège car elle nous empêche de continuer à négocier avec des situations inacceptables. C'est une fragilité qui est protectrice parce qu'elle alerte. Parfois, cet état de vulnérabilité ne parvient pas à être un sursaut protecteur et la situation devient invivable pour l'individu. Il entre dans le refoulement : névrose extrême, déni. La traduction politique du déni ou de la névrose extrême, c'est la désignation du bouc émissaire, la haine de l'autre, la haine de soi. Ces processus ont été revivifiés depuis les années 2000.

C'est donc relativement récent ?

Cela renvoie au dernier détricotage « social » subi par l'État de droit, ces dernières deux décennies, inséparable du grand mouvement mondial du retour des inégalités socio-économiques. Beaucoup sont sacrifiés, jugés « inutiles », trop « vulnérables ».

On peut s'étonner du caractère récent, car le libéralisme économique ne l'est pas, lui...

Le libéralisme économique n'est pas récent, mais les effets du libéralisme éco-

nomique dans la vie des gens, en termes de déclassement, c'est fin des années 90, pas tellement avant, car la croissance économique d'alors protégeait des effets délétères. Lorsqu'on regarde les travaux des chercheurs en sciences sociales sur des sujets tels que la psycho-dynamique au travail, la souffrance au travail, on voit qu'ils émergent principalement vers la fin des années 80.

Tous ces troubles n'étaient pas aussi présents et ne seront peut-être pas aussi présents demain, mais ils renvoient à notre monde actuel, où nous baignons dans « la falsification des valeurs », la contrainte de la performance, la réification par les nombres et le rationalisme économique, l'importance quasi dictatoriale de l'image, etc.



Est-ce que cela signifie que la construction du sujet est en train de muter ?

La construction du sujet mute systématiquement, car elle est enserrée dans un contexte culturel, économique, social, politique et historique. D'ailleurs, nous le voyons au niveau des pathologies : elles ne sont pas les mêmes.

De manière caricaturale, nous pouvons dire que les maladies actuelles ne sont pas celles du début du siècle dernier, ou des années 50. Il existe chez les individus aujourd'hui beaucoup plus de phobies, de psychoses, de bipolarités, ou encore ce que l'on appelle la perversion narcissique.

Dans ce contexte de construction du sujet, un État de droit n'est donc possible ?

Si nous souhaitons conserver un État de droit, nous devons nous reposer sur les grandes questions, à savoir : de quelle manière éduque-t-on et de quelle manière soigne-t-on ? C'est-à-dire comment nous produisons l'état social puisque la matrice éducation et soin est protectrice de l'État de droit.

Il s'agit de choix politiques, mais pas seulement. Ce sont aussi des choix individuels, au niveau, par exemple, de la parentalisation. Il me semble que nous

faisons face, aujourd'hui, à un phénomène de dé-parentalisation. Cela s'explique par notre modèle économique, par le multiculturalisme, les inégalités sociales. Or les parents ont un rôle essentiel dans le processus d'individuation des enfants.

Vous voulez dire que la plupart des enfants, aujourd'hui, ne sont pas élevés ?



Disons que la parentalité souffre au sens où beaucoup de parents se sentent « réifiés » par la société et n'ont pas le temps de porter le soin nécessaire à leurs enfants. Je risque de passer pour une terrible conservatrice réactionnaire – ce n'est pas le cas – mais l'irremplaçabilité des parents est une chose essentielle dans la démocratie, même moderne. C'est un

vieux principe, pourtant terriblement actuel, et encore plus nécessaire tant les enjeux sont complexes. Oui, éduquer nécessite de la discipline, de la structure, de la résistance parentale... C'est aussi cela, le soin capacitaire : produire des rituels, de la rigueur, aide les enfants, leur donne une armature, les réassure. L'autorité aimante est un viatique merveilleux pour grandir et s'émanciper ensuite de la tutelle. L'individuation des enfants est impossible sans celle des parents.

Après, la question de l'éducation se pose également au niveau de la société et, notamment, de l'Éducation nationale. L'Éducation nationale, c'est une belle machine, une « machine de guerre ». Potentiellement, elle peut de grandes choses. Or, nous le savons, nous continuons d'avoir une école très inégalitaire.

Quelle serait une éducation au soin, selon vous ?

Il y a une grande revue de littérature scientifique à ce sujet : l'enseignement des fonctions exécutives, la place de l'expérimentation en classe, l'enseignement critique des valeurs, la valorisation de l'esprit critique, le travail collectif, l'apprentissage des techniques de concentration et d'attention, la présence des arts, la descente sur les petites classes de maternelle de l'enseignement du calcul et de la lecture, le rapport à la nature, au corps, à la mobilité... Franchement, on sait ce qu'il faut faire. Ensuite ce sont des moyens, des méthodes et de l'évaluation.

C'est dans cet état d'esprit que vous avez créé, en 2016, une chaire de philosophie à l'Hôpital Sainte-Anne (aujourd'hui GHU-Paris) ?

Il s'agissait de rappeler que l'hôpital est, comme l'école, un pilier de l'État de droit. La chaire de philosophie, c'est un nom chapeau qui permet d'intégrer les humanités dans leur ensemble. Nous avons une méthodologie philosophique, mais il peut y avoir de l'anthropologie, de

la sociologie, de l'économie. Une partie de notre activité est liée à l'expérimentation. C'est un lieu qui se veut le plus libre possible en matière d'innovation : innovations pédagogiques, certifications, recherches portées par des acteurs différents, puisqu'il y a des philosophes, des médecins, des aides-soignants, des directeurs d'hôpitaux... La chaire est également un espace doctoral. Elle propose des diplômes universitaires (DU) à destination des patients et des soignants.

Lorsque vous parlez d'« un DU à destination des patients », c'est-à-dire à destination des malades de l'hôpital ?

La chaire est reliée à l'université des patients⁶ créée par Catherine Tourette-Turgis, qui a défendu cette formation diplômante des patients comme un élément-clé de la montée en qualification, mais aussi comme outil de résilience thérapeutique. Ces DU ont déjà permis la création de nouveaux métiers dans les champs suivants : parcours en oncologie, démocratie sanitaire, éducation thérapeutique. Les patients candidatent s'ils le souhaitent, de même pour le personnel médical. C'est ouvert à tous, y compris aux acteurs d'associations de patients, qui jouent un rôle important dans la régulation sanitaire. Comme ils sont chargés de plaider, ils sont dans l'obligation de monter en expertise.

Au mois de mai dernier, vous avez écrit *Le soin est un humanisme*⁷. Pourquoi cet essai ?

À la suite d'une demande d'Antoine Gallimard, j'ai repris la leçon inaugurale de la chaire « Humanités et santé ». J'ai choisi le titre en référence à Jean-Paul Sartre et à son texte *L'existentialisme est un humanisme*⁸. Dans le texte sartrien, le terme « soin » n'est nullement explicite, mais il est implicite et renvoie précisément à cette idée d'une construction collective de ce qu'est un homme et sa responsabilité solidaire. ■

L'autorité aimante est un viatique merveilleux pour grandir et s'émanciper ensuite de la tutelle.

**Propos recueillis par
Clémence CHEVALIER**

6. <https://universitedespatients-sorbonne.fr/>.

7. Cynthia FLEURY, *Le soin est un humanisme*, Paris, Gallimard, 2019, coll. « Tracts ».

8. Jean-Paul SARTRE, *L'existentialisme est un humanisme* [1946], Gallimard, Folio Essais ; il s'agit du compte-rendu d'une conférence devenue célèbre donnée par le philosophe le 29 octobre 1945.